



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

ERNST & YOUNG et Autres

Tour First
TSA 14444
92037 Paris La Défense Cedex
France
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

JCDecaux SA

***Rapport des commissaires aux comptes sur les
comptes annuels***

Exercice clos le 31 décembre 2018
JCDecaux SA
17 rue Soyer - 92200 Neuilly-Sur-Seine
Ce rapport contient 28 pages



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

ERNST & YOUNG et Autres

Tour First
TSA 14444
92037 Paris La Défense Cedex
France
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

JCDecaux SA

Siège social : 17 rue Soyer - 92200 Neuilly-Sur-Seine
Capital social : € 3 244 275,27

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'Assemblée Générale de la société JCDecaux SA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société JCDecaux SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des immobilisations financières

Risque identifié

Au 31 décembre 2018, les immobilisations financières (titres de participation, créances rattachées à des participations et prêts) sont inscrites au bilan pour une valeur nette comptable de 4 204,6 millions d'euros, soit 91% du montant total de l'actif.

La valeur recouvrable des titres de participation correspond à la valeur la plus élevée entre leur prix de cession estimé et leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est estimée sur la base des flux de trésorerie attendus actualisés, diminués de l'endettement net. Les flux de trésorerie futurs sont déterminés à partir de business plans établis sur la base des données budgétaires pour la première année consécutive à la clôture des comptes puis sur la base d'hypothèses de croissance et d'évolution spécifiques à chaque marché, qui reflètent les perspectives futures attendues. L'horizon des prévisions diffère ainsi selon le secteur d'activité de la filiale concernée.

Les créances rattachées à des participations et les prêts sont comptabilisés à leur valeur nominale. A chaque clôture annuelle, ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation si les flux de trésorerie attendus actualisés, diminués de l'endettement net sont négatifs.

Nous avons considéré que la correcte évaluation des titres de participation, créances rattachées et prêts constituait un point clé de l'audit, compte tenu du poids de ces actifs dans le bilan et de l'importance des jugements de la direction dans la détermination des hypothèses de flux de trésorerie, des taux d'actualisation, des taux de croissance à long terme et de la probabilité de renouvellement à l'échéance.

Notre réponse

Concernant l'estimation des valeurs d'utilité des titres de participation, nos travaux ont principalement consisté, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, à :

- Vérifier par sondages l'exactitude arithmétique du modèle utilisé pour déterminer les valeurs d'utilité ;
- Prendre connaissance des principales hypothèses retenues par entretien avec la direction financière et le directoire de votre groupe au titre des perspectives de rentabilité futures et, à les comparer aux données utilisées dans les précédents tests de perte de valeur et le cas échéant, avec la performance historique des filiales concernées ;

- Comparer les taux d'actualisation utilisés par pays à nos bases de données internes ;
- Rapprocher les taux de croissance à long terme retenus pour les flux projetés avec les analyses de marché ;
- Comparer le taux de renouvellement des contrats utilisé au taux de renouvellement des contrats constaté historiquement par le groupe ;
- Vérifier que la valeur résultant des prévisions de flux de trésorerie a été ajustée du montant de l'endettement net de l'entité considérée.

Au delà de l'appréciation des valeurs d'utilité des titres de participation, nos travaux ont consisté également à :

- Vérifier l'exactitude arithmétique du modèle de dépréciation des créances rattachées à des participations et des prêts ;
- Apprécier le caractère approprié des informations fournies dans l'annexe aux comptes annuels.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-5 du code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société JCDecaux SA par l'assemblée générale du 20 juin 2000 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres et du 10 mai 2006 pour le cabinet KPMG Audit, Département de KPMG S.A..

Au 31 décembre 2018, le cabinet ERNST & YOUNG et Autres était dans la 19^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG Audit, Département de KPMG S.A. dans la 13^{ème} année, dont respectivement 18 et 13 années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas

d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

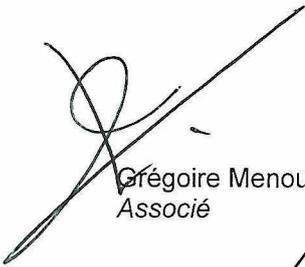
Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes

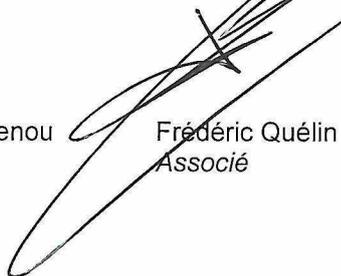
Paris La Défense, le 7 mars 2019

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

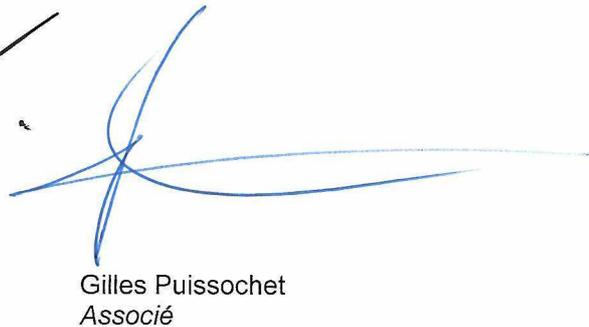
ERNST & YOUNG et Autres



Grégoire Menou
Associé



Frédéric Quélin
Associé



Gilles Puissochet
Associé

COMPTES ANNUELS ET ANNEXE

BILAN ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>		2018	2017
Immobilisations incorporelles	Valeurs Brutes	74,4	66,8
	Amortissements	-51,4	-45,4
	Valeurs nettes	23,0	21,4
Immobilisations corporelles	Valeurs Brutes	50,1	46,3
	Amortissements	-18,6	-15,6
	Valeurs nettes	31,5	30,7
Immobilisations financières	Valeurs Brutes	4 315,9	3 664,8
	Dépréciations	-111,3	-133,2
	Valeurs nettes	4 204,6	3 531,6
ACTIF IMMOBILISE		4 259,1	3 583,7
Clients	Valeurs Brutes	65,6	41,9
	Dépréciations	0,0	-0,1
	Valeurs nettes	65,6	41,8
Autres créances	Valeurs Brutes	199,3	231,7
	Dépréciations	-0,4	0,0
	Valeurs nettes	198,9	231,7
Disponibilités et équivalents de trésorerie		77,2	887,4
Comptes de régularisation		11,6	2,6
ACTIF CIRCULANT		353,3	1 163,5
Charges à répartir		3,6	4,5
Primes remboursements des obligations		0,6	0,8
Ecarts de conversion actif		7,0	0,5
TOTAL GENERAL		4 623,6	4 753,0

BILAN PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>		2018	2017
Capital Social		3,2	3,2
Primes d'émission, de fusion et d'apport		724,7	721,6
Réserves		168,8	288,0
Report à nouveau		-60,1	-53,8
Résultat de l'exercice		25,4	-6,4
Provisions réglementées		7,9	11,5
CAPITAUX PROPRES		869,9	964,1
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		15,2	12,1
Dettes financières	Autres emprunts obligataires	1 054,4	1 263,3
	Emprunts et dettes auprès des Ets de crédit	4,4	2,9
	Emprunts et dettes financières divers	2 586,7	2 449,5
Dettes d'exploitation	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	43,1	28,8
	Dettes fiscales et sociales	28,3	25,9
Dettes diverses	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2,4	1,3
	Autres dettes	3,8	4,9
Comptes de régularisation		5,3	0,0
DETTES		3 728,4	3 776,6
Ecarts de conversion passif		10,1	0,2
TOTAL GENERAL		4 623,6	4 753,0

COMPTE DE RESULTAT

<i>(en millions d'euros)</i>	2018	2017
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	95,4	81,5
Production immobilisée	6,1	7,6
Reprises sur amort. et provisions, transfert de charges	1,3	1,3
Autres Produits	45,6	45,4
PRODUITS D'EXPLOITATION	148,4	135,8
Autres achats et charges externes	90,2	74,9
Impôts, taxes et versements assimilés	4,3	4,4
Salaires et traitements	36,5	31,8
Charges sociales	17,1	15,5
Dotations aux amortissements et provisions	12,0	11,5
Autres charges	9,3	9,7
CHARGES D'EXPLOITATION	169,4	147,8
RESULTAT D'EXPLOITATION	-21,0	-12,0
RESULTAT FINANCIER	44,6	-13,5
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	23,6	-25,5
Produits exceptionnels	4,2	5,1
Charges exceptionnelles	10,0	9,8
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-5,8	-4,7
Participation des salariés	0,0	0,2
Impôts sur les bénéfices (charge +/- produit -)	-7,6	-24,0
RESULTAT NET	25,4	-6,4

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Les comptes annuels de la société JCDecaux SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 ont été arrêtés par le Directoire le 1^{er} mars 2019 avec un chiffre d'affaires s'élevant à 95,4 millions d'euros, un résultat net de 25,4 millions d'euros et un total de bilan de 4 623,6 millions d'euros.

1. PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1.1. Principes généraux

1.1.1. Principes et règles comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018 ont été établis conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et aux principes comptables généralement admis :

- continuité de l'exploitation
- indépendance des exercices
- permanence des méthodes comptables.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est faite selon la méthode des coûts historiques.

1.2. Principales méthodes utilisées

1.2.1. Actif immobilisé

Les immobilisations sont évaluées au coût d'acquisition conformément aux règles comptables. Il n'y a pas eu de modification dans les méthodes d'évaluation.

1.2.1.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées principalement de logiciels. Elles sont amorties linéairement sur une durée de 3 à 5 ans.

Les frais engagés, tant internes qu'externes, pour le développement des logiciels significatifs sont portés en immobilisations incorporelles et amortis linéairement sur une durée de 3 ans ou 5 ans. Conformément aux dispositions comptables en vigueur, seuls les frais engagés sur les phases de conception détaillée, programmation et paramétrage, tests et recettes sont enregistrés en immobilisations.

Les autres frais de recherche et de développement encourus au cours de l'exercice sont comptabilisés en charges.

Les logiciels acquis avant le 1^{er} janvier 2017 ont fait l'objet d'un amortissement exceptionnel sur 12 mois, la différence entre l'amortissement comptable et l'amortissement fiscal étant enregistrée en amortissement dérogatoire.

1.2.1.2. Immobilisations corporelles

Les modes et durées d'amortissements retenus sont les suivants :

- | | |
|---|--|
| ▪ Mobiliers urbains..... | linéaire 5 à 10 ans |
| ▪ Installations techniques, matériel et outillage..... | linéaire ou dégressif 5 ans ou 10 ans |
| ▪ Matériel de transport..... | linéaire 4 ans ou 15 ans |
| ▪ Matériel de bureau et informatique et autres immobilisations... | linéaire ou dégressif 3 ans, 5 ans ou 10 ans |

1.2.1.3. Immobilisations financières

Les titres de participation figurent au bilan pour leur prix d'acquisition par la société et sont dépréciés lorsque leur valeur recouvrable est inférieure à leur coût d'acquisition.

La valeur recouvrable correspond à la valeur la plus élevée entre le prix de cession des titres de participation et leur valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est estimée sur la base des flux de trésorerie attendus actualisés, diminués de l'endettement net. Les flux de trésorerie futurs sont déterminés à partir de business plans établis à partir des données budgétaires pour la première année consécutive à la clôture des comptes puis sur la base d'hypothèses de croissance et d'évolution spécifiques à chaque marché, qui reflètent les perspectives futures attendues. L'horizon des prévisions diffère ainsi selon le secteur d'activité de la filiale concernée :

- dans le Mobilier Urbain et le Transport, les flux futurs de trésorerie sont calculés sur la durée restante du contrat avec prise en compte d'une probabilité de renouvellement à l'échéance,
- pour l'Affichage, ils sont calculés sur une période de 5 ans avec une projection à l'infini sur la base d'un taux de croissance de 2% par an en Europe et 3 % par an dans le reste du Monde.

Les créances rattachées à des participations et les prêts sont comptabilisés à leur valeur nominale. A chaque clôture annuelle, ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation si les flux de trésorerie attendus actualisés, diminués de l'endettement net sont négatifs.

Lors des cessions des titres de participations ou de remboursement des autres immobilisations financières, il est fait application de la méthode FIFO.

1.2.2. Actif circulant

1.2.2.1. Créances

Les créances litigieuses, contentieuses ou douteuses de par leur antériorité, font l'objet de dépréciations en fonction du risque de non recouvrement.

1.2.2.2. Gestion centralisée de la trésorerie et des besoins de financement du groupe

La société gère de façon centralisée la trésorerie et les besoins de financement du groupe. A ce titre, sont présents à l'actif des comptes sociaux :

- des créances et prêts rattachés aux participations en immobilisations financières pour les financements de filiales à long terme
- des comptes courants de trésorerie débiteurs ainsi que des comptes courants de cash pooling débiteurs en autres créances
- les comptes courants de trésorerie créditeurs sont classés quant à eux en emprunts et dettes financières divers au passif.

1.2.2.3. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur coût d'acquisition. Si la valeur d'inventaire à la clôture de l'exercice est inférieure au prix d'acquisition, une dépréciation est comptabilisée.

1.2.2.4. Charges constatées d'avance

Conformément à la règle d'indépendance des exercices, les charges se rapportant aux exercices 2019 et ultérieurs sont enregistrées dans ce compte.

1.2.3. Passif

1.2.3.1. Provisions pour risques et charges

Des provisions sont constituées pour faire face à des obligations légales ou implicites, résultant d'événements passés existant à la date de la clôture et pour lesquels une sortie de ressources est probable.

1.2.3.2. Provisions pour indemnités de fin de carrière et avantages assimilés

Les engagements de JCDecaux SA résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode actuarielle des unités de crédit projetées.

Cette méthode consiste à évaluer l'engagement en fonction du salaire projeté en fin de carrière et des droits acquis à la date d'évaluation, déterminés selon les dispositions de la convention collective, des accords d'entreprise ou des droits légaux en vigueur.

Conformément à la recommandation ANC N°2013-02, les écarts actuariels sont reconnus immédiatement et en totalité par résultat lors de l'exercice de leur survenance. Le coût normal et le coût des services passés sont reconnus en résultat.

1.2.3.3. Produits constatés d'avance

Conformément à la règle de l'indépendance des exercices, les produits se rapportant aux exercices 2019 et ultérieurs sont enregistrés dans ce compte.

1.2.4. Opérations en devises et instruments financiers

JCDecaux SA utilise des instruments financiers principalement à des fins de couverture contre le risque de change.

Les couvertures de risque de change visent à prémunir l'entreprise contre les effets de fluctuation des devises. Les instruments utilisés sont principalement des achats, ventes à terme de devises et swaps de change.

Les dettes, créances et disponibilités en devises (les sous-jacents) figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de change de fin d'exercice (cours de clôture). La différence éventuelle résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en compte d'écarts de conversion.

Pour les sous-jacents couverts, un instrument financier est valorisé au bilan pour sa juste valeur en contrepartie de comptes d'écarts de conversion. Le résultat de change réalisé sur le dénouement d'instruments financiers dont le sous-jacent est toujours présent au bilan est « différé » en résultat par des produits constatés d'avance ou des charges constatées d'avance.

Pour les sous-jacents non couverts, les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour perte de change.

1.2.5. Impôts sur les bénéfices

La société a opté pour le régime fiscal des groupes. Les filiales françaises, comprises dans le périmètre de l'intégration fiscale, comptabilisent dans leur comptes une charge d'impôt sur la base de leurs résultats fiscaux propres.

JCDecaux SA, en tant que tête d'intégration, comptabilise en produit d'impôt d'intégration fiscale la différence entre la somme des impôts des filiales et l'impôt dû au titre du résultat d'ensemble. En cas de sortie d'une des filiales du groupe fiscal, les parties se rapprocheront pour en examiner les conséquences.

1.2.6. Crédit d'impôt recherche - crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le crédit d'impôt recherche, acquis au titre des dépenses de recherche de l'année précédente, est comptabilisé en diminution de l'impôt sur les sociétés.

Le crédit d'impôt compétitivité et emploi (CICE), acquis au titre des salaires de l'année en cours, est comptabilisé en diminution des charges de personnel. Le CICE de l'année 2017 d'un montant de 342 392 euros a permis de financer en 2018 des projets d'innovation et de recherche.

2. IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ MÈRE CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIÉTÉ

Bien que publiant elle-même des comptes consolidés, les comptes annuels sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de la société suivante :

JCDecaux Holding
17, Rue Soyier
92200 Neuilly sur Seine

3. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>(En millions d'euros)</i>	Valeurs au 01/01/2018	Augmentations	Diminutions	Valeurs au 31/12/2018
Valeurs brutes	66,8	16,2	8,6	74,4
Amortissements et dépréciations	-45,4	-6,0	0,0	-51,4
Valeurs nettes	21,4	10,2	8,6	23,0

<i>(En millions d'euros)</i>	Valeurs au 01/01/2018	Augmentations	Diminutions	Valeurs au 31/12/2018
Valeurs brutes				
Brevets, licences et logiciels	59,9	10,2	0,0	70,1
Immo. incorporelles en cours	6,9	6,0	8,6	4,3
Total	66,8	16,2	8,6	74,4

<i>(En millions d'euros)</i>	Valeurs au 01/01/2018	Augmentations	Diminutions	Valeurs au 31/12/2018
Amortissements et dépréciations				
Brevets, licences et logiciels	-45,4	-6,0	0,0	-51,4
Total	-45,4	-6,0	0,0	-51,4

4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>(En millions d'euros)</i>	Valeurs au 01/01/2018	Augmentations	Diminutions	Valeurs au 31/12/2018
Valeurs brutes	46,3	4,5	0,7	50,1
Amortissements et dépréciations	-15,6	-3,0	0,0	-18,6
Valeurs nettes	30,7	1,5	0,7	31,5

<i>(En millions d'euros)</i>	Valeurs au 01/01/2018	Augmentations	Diminutions	Valeurs au 31/12/2018
Valeurs brutes				
Mobiliers urbains	1,5	0,1	0,0	1,6
Installations, matériel et outillage	5,5	2,7	0,0	8,2
Matériel de transport	29,3	0,0	0,0	29,3
Matériel de bureau et informatique et autres immobilisations	9,3	1,5	0,0	10,8
En-cours	0,7	0,2	0,7	0,2
TOTAL	46,3	4,5	0,7	50,1

Amortissements et dépréciations

<i>(En millions d'euros)</i>	Valeurs au 01/01/2018		Valeurs au 31/12/2018	
		Augmentations	Diminutions	
Mobiliers urbains	-0,9	-0,1	0,0	-1,0
Installations, matériel et outillage	-3,2	-0,5	0,0	-3,7
Matériel de transport	-3,7	-1,4	0,0	-5,1
Matériel de bureau et informatique et autres immobilisations	-7,9	-1,0	0,0	-8,9
TOTAL	-15,6	-3,0	0,0	-18,6

5. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

<i>(En millions d'euros)</i>	Valeurs au 01/01/2018	Augmentations	Diminutions	Valeurs au 31/12/2018
Participations	2 921,3	-	0,0	2 921,3
Créances rattachées à des participations	516,5	576,7	21,1	1 072,1
Prêts et autres immobilisations financières	227,0	297,6	202,1	322,5
Valeurs brutes	3 664,8	874,3	223,2	4 315,9
Dépréciations des participations	-92,8	-0,6	-26,7	-66,7
Dépréciations des créances rattachées et prêts	-40,3	-6,2	-1,9	-44,6
Dépréciations	-133,2	-6,8	-28,6	-111,3
Valeurs nettes	3 531,6	867,5	194,6	4 204,6

Les augmentations et diminutions des créances rattachées à des participations et des prêts correspondent aux nouveaux prêts et aux remboursements des financements accordés aux filiales. Les principales augmentations des créances rattachées et des prêts en valeur brutes concernent les filiales JCDecaux Anz Pty (Australie) pour 156 millions d'euros et JCDecaux Asie Holding pour 474 millions d'euros.

Les reprises de dépréciations des participations concernent essentiellement les titres de la filiale JCDecaux Amériques Holding, et l'augmentation des dépréciations des créances rattachées et prêts concernent essentiellement le prêt accordé à JCDecaux South Africa (Pty) Ltd.

6. DISPONIBILITÉS ET EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

<i>(En millions d'euros)</i>	2018	2017
Contrat de capitalisation	44,7	44,0
Instruments de trésorerie	4,7	0,0
Dépôts à terme à moins d'un an	0,0	525,0
Banques	27,8	318,4
Total	77,2	887,4

La position Banques correspond essentiellement à des comptes courants rémunérés.

7. CHARGES A RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES

<i>(En millions d'euros)</i>	2018	2017
Frais d'émission d'emprunts	3,7	4,5
Total	3,7	4,5

Les frais d'émission d'emprunts sont relatifs :

- à la mise en place en février 2012 d'une ligne de crédit revolving confirmée, échéance juillet 2022, et de ses avenants dont le dernier date de 2017,
- à l'émission en juin 2016 d'un emprunt obligataire de 750 millions d'euros, échéance juin 2023,
- à l'émission en octobre 2018 d'un emprunt obligataire de 300 millions d'euros, échéance octobre 2020.

Ces frais sont amortis sur la durée respective de chaque emprunt.

8. ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES

<i>(En millions d'euros)</i>	Total	A moins d'un an	A plus d'un an 5 ans au plus	A plus de cinq ans
Créances	1 670,7	293,2	1 377,5	
Dettes	3 728,4	549,1	3 179,3	

Les montants indiqués en créances incluent les créances rattachées à des participations, les prêts, les autres immobilisations financières ainsi que les créances sur les clients, les autres créances y compris les comptes courants débiteurs de cash-pooling vis-à-vis des filiales du groupe et les charges constatées d'avance.

Les montants indiqués en dettes incluent les dettes obligataires, bancaires et autres dettes financières vis-à-vis des filiales y compris les comptes courants créditeurs de cash-pooling ainsi que les dettes fournisseurs, les autres dettes et les produits constatés d'avance.

9. DETTES FINANCIERES

Les dettes financières de JCDecaux SA vis-à-vis d'entités qui ne sont pas ses filiales directes ou indirectes sont principalement constituées :

- des emprunts obligataires portés par JCDecaux SA :
 - 750 millions d'euros émis en juin 2016 à échéance juin 2023
 - 300 millions d'euros émis en octobre 2018 à échéance octobre 2020
- des billets de trésorerie pour 220 millions d'euros émis par JCDecaux SA dans le cadre de son programme de Negotiable European Commercial Paper (NEU CP) d'un montant maximum de 500 millions d'euros.

En février 2018, JCDecaux SA a procédé au remboursement de son emprunt obligataire de 500 millions d'euros émis en février 2013.

Au 31 décembre 2018, JCDecaux SA dispose également d'une ligne de crédit revolving confirmée non tirée pour un montant de 825 millions d'euros arrivant à échéance en juillet 2022. Cette ligne de crédit revolving a fait l'objet d'un avenant en date du 16 novembre 2018 concernant la mise en place d'une sous-limite (swingline) d'un montant maximum de 100 millions d'euros afin de pouvoir réaliser des tirages courts le jour même.

Cette ligne de crédit revolving impose le respect du ratio : dette financière nette/marge opérationnelle strictement inférieur à 3,5. Au 31 décembre 2018, JCDecaux SA respecte ce « covenant » avec un ratio très éloigné des limites requises.

JCDecaux SA est notée « Baa2 » par Moody's et « BBB » par Standard and Poor's (la dernière note de Moody's datant du 5 juillet 2018, et celle de Standard and Poor's du 5 septembre 2018), chacune de ces notes étant assortie d'une perspective stable.

En octobre 2018, JCDecaux SA a par ailleurs enregistré auprès de la Banque de France un programme de NEU MTN (Negotiable European Medium Term Notes) d'un montant maximum de 500 millions d'euros qui pourra être utilisé pour ses besoins futurs.

En 2018, la dette nette a augmenté de 90,9 millions d'euros et se décompose comme suit :

<i>(En millions d'euros)</i>	2018	2017
Emprunts obligataires	1 054,4	1 263,3
Emprunts groupés	2 130,5	2 019,6
Billets de trésorerie	220,0	0,0
Compte courant de Cash Pooling	236,2	430,0
Dette financière	3 641,1	3 712,8
Prêts et créances rattachés à des participations	1 349,8	702,9
Compte courant de Cash Pooling	183,3	188,5
Actif financier	1 533,1	891,4
Instruments financiers dérivés actifs	4,7	0,6
Instruments financiers dérivés passifs	0,7	4,5
Instruments financiers de couverture	3,9	-3,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	72,6	887,4
Concours bancaires	4,4	2,9
Trésorerie nette	68,2	884,5
Dette nette	2 035,8	1 940,8

10. COMPTES DE RÉGULARISATION

<i>(En millions d'euros)</i>	2018	2017
Couvertures de change	8,0	0,0
Divers	3,6	2,6
Charges Constatées d'Avance	11,6	2,6
Couvertures de change	4,9	0,0
Divers	0,4	0,0
Produits Constatés d'Avance	5,3	0,0

Les charges ou produits constatés d'avance sur couvertures de change correspondent aux résultats de change réalisés sur des dérivés échus venant en couverture de sous-jacents toujours au bilan.

Les autres charges constatées d'avance correspondent essentiellement à des contrats de maintenance informatique.

11. CAPITAUX PROPRES

(En millions d'euros)	01/01/2018	Affectation du résultat 2017	Variations 2018	31/12/2018
Capital Social	3,2		0,0	3,2
Primes d'émission	318,5		3,0	321,5
Primes de fusion	159,1			159,1
Primes d'apport	244,0			244,0
Réserve légale	0,3			0,3
Autres réserves	287,6		-119,1	168,5
Report à Nouveau	-53,8	-6,4		-60,1
Résultat de l'exercice	-6,4	6,4	25,4	25,4
Situation Nette	952,6	0,0	-90,7	862,0
Provisions réglementées	11,5	0,5	-4,2	7,9
Total Capitaux Propres	964,1	0,5	-94,9	869,9

Au 31 décembre 2018, le capital social de 3 244 275,27 euros est composé de 212 810 350 actions de même catégorie et entièrement libérées.

Au cours de l'exercice 133 649 actions ont été créées suite à des levées de stock-options.

Détail des plans de stock-options ⁽¹⁾ :

	Plan 2017	Plan 2016	Plan 2015	Plan 2014	Plan 2012	Plan 2011
Date d'attribution	13/02/2017	17/02/2016	16/02/2015	17/02/2014	21/02/2012	17/02/2011
Date de fin d'acquisition des droits	13/02/2020	17/02/2019	16/02/2018	17/02/2017	21/02/2015	17/02/2014
Date d'expiration	13/02/2024	17/02/2023	16/02/2022	17/02/2021	21/02/2019	17/02/2018
Nombre de bénéficiaires	188	270	173	237	215	220
Nombre d'options attribuées	344 108	866 903	546 304	780 392	1 144 734	934 802
Prix d'exercice d'origine avant ajustement (2)	29,77 €	34,01 €	31,29 €	31,69 €	19,73 €	23,49 €
Prix d'exercice après ajustement (2)	N/A	N/A	31,12 €	31,51 €	19,62 €	23,36 €
Repricing – Ajustement du nombre de stock-options (2)	N/A	N/A	3 145	3 992	2 437	1 015
Nombre d'options en vie à la fin de période	332 277	809 599	472 623	569 618	113 891	0

(1) JCDecaux SA n'a pas accordé de plan de stock-options en 2013 et 2018.

(2) Suite à l'offre publique d'achat simplifiée (OPAS) lancée par JCDecaux SA en juin 2015 au prix unitaire de 40 euros, 12 500 000 actions ont été rachetées le 17 juillet 2015, puis annulées. En conséquence, le nombre d'options antérieurement attribuées et vivantes à la date de l'OPAS a été ajusté par un coefficient d'ajustement de 1,0056. Le prix d'exercice des options a également été ajusté de manière à ce que l'OPAS soit neutre sur les droits des bénéficiaires d'options.

Au 31 décembre 2018, le capital social de la société est détenu à hauteur de 63,93 % (soit 136 048 127 actions) par la société JCDecaux Holding.

Les provisions réglementées correspondent aux amortissements dérogatoires.

12. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

<i>(En millions d'euros)</i>	Valeurs au 01/01/2018	Dotations	Reprises	Valeurs au 31/12/2018
Provisions pour risques				
Litiges	0,1	0	0,1	0,0
Pertes de change	0,2	0,0	0,2	0,0
Autres	0,4	2,4	0,4	2,4
Provisions pour charges				
Provisions pour engagements de retraite et autres avantages à long terme	11,4	1,7	0,3	12,8
Total	12,1	4,1	1,0	15,2

Les engagements à prestations définies de JCDecaux SA vis-à-vis du personnel sont principalement constitués des indemnités conventionnelles de départs en retraite et des médailles du travail.

Les provisions sont calculées avec les hypothèses suivantes :

Au 31 décembre	2018
Taux d'actualisation	1,75 %
Taux de revalorisation des salaires	2,00 %
Duration	13 ans

Le taux d'actualisation est déterminé par référence au rendement des obligations émises par des entreprises de premier rang à la date de l'évaluation et dont l'échéance correspond à la durée des engagements à actualiser.

Les engagements de retraite et autres avantages à long terme s'analysent de la façon suivante :

<i>(En millions d'euros)</i>	Régimes de retraite	Autres engagements	Total
Evolution de la dette actuarielle			
Ouverture	11,1	0,3	11,4
Coût des services rendus	0,7	0,0	0,7
Charges d'intérêt	0,2	0,0	0,2
Impact des acq. / cession sur la dette	0,0	0,0	0,0
Profits ou pertes actuariels	0,9	0,0	0,9
Prestations payées	-0,3	0,0	-0,3
Dette actuarielle à la clôture	12,5	0,3	12,8

13. SITUATION FISCALE LATENTE

Allègement (+) et accroissement (-) de la dette future d'impôt

<i>(En millions d'euros)</i>	2018	2017
Provision pour engagements de retraite	12,5	11,1
Autres provisions	0,1	0,2
Contribution sociale de solidarité	0,1	0,1
Provisions pour dépréciations des prêts et autres créances	45,1	40,5
Gain/perte latente de change	0,0	-0,3
Total	57,8	51,5

14. RÉSULTAT D'EXPLOITATION

14.1 Chiffre d'affaires

<i>(En millions d'euros)</i>	2018	2017
France	42,5	40,1
Export	52,9	41,5
Chiffre d'affaires	95,4	81,5

Le chiffre d'affaires correspond aux prestations d'assistance et de conseil dans les domaines administratif, technique, informatique et juridique, immobilier, social et industriel destinées aux différentes filiales du groupe JCDecaux.

14.2 Autres produits d'exploitation

<i>(En millions d'euros)</i>	2018	2017
Production immobilisée	6,1	7,6
Reprises sur amort. et provisions, transfert de charges	1,3	1,3
Autres Produits	45,6	45,4
Autres produits d'exploitation	53,0	54,3

La production immobilisée correspond aux frais engagés pour le développement de logiciels significatifs portés en immobilisations incorporelles.

Les autres produits concernent principalement les redevances des incorporels (marques, brevets, savoir-faire et autres droits) facturées aux filiales.

14.3 Charges d'exploitation

<i>(En millions d'euros)</i>	2018	2017
Autres achats et charges externes	90,2	74,9
Impôts, taxes et versements assimilés	4,3	4,4
Salaires et traitements	36,5	31,8
Charges sociales	17,1	15,5
Dotations aux amortissements et provisions	12,0	11,5
Autres charges	9,3	9,7
Charges d'exploitation	169,4	147,8

Les autres achats et charges externe se composent principalement de sous-traitance et maintenance informatique, d'honoraires conseils, fiscaux et juridiques pour le Groupe, de coûts administratifs et management fees facturés par des filiales.

Les autres charges correspondent essentiellement à la redevance de nom et de marque versée à JCDecaux France.

15. RÉSULTAT FINANCIER

<i>(En millions d'euros)</i>	2018	2017
Produits de participations	25,8	23,1
Revenus des autres créances et autres produits financiers	16,1	14,8
Charges d'intérêts et charges assimilées	-16,2	-24,8
Gains/pertes de change nets	-2,7	-8,2
Reprises sur provisions et transferts de charges	29,0	8,1
Dotations financières aux amortissements et provisions	-7,4	-26,5
Résultat financier	44,6	-13,5

Les charges d'intérêts ont diminué de 8,6 millions d'euros du fait de la baisse des intérêts sur emprunt obligataire suite au remboursement en février 2018 de l'emprunt obligataire de 500 millions d'euros mis en place en février 2013.

Les reprises 2018 comprennent essentiellement les reprises sur dépréciation des titres de la filiale JCDecaux Amériques Holding.

Les dotations 2018 comprennent essentiellement la dépréciation du prêt accordé à JCDecaux South Africa (Pty) Ltd.

16. PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

<i>(En millions d'euros)</i>	2018	2017
Valeur nette des éléments d'actifs incorporels et corporels cédés	0,0	0,3
Valeur nette des éléments d'actifs financiers cédés	0,0	6,9
Charges diverses	7,0	0,0
Dotations aux amortissements dérogatoires	0,6	2,6
Dotations aux provisions pour risques et charges	2,4	0,0
Total des charges exceptionnelles	10,0	9,8
<i>(En millions d'euros)</i>	2018	2017
Produit de cession des éléments d'actifs incorporels et corporels	0,0	0,3
Reprise sur dépréciation Immos Financières	0,0	0,8
Reprise d'amortissements dérogatoires	4,2	4,1
Total des produits exceptionnels	4,2	5,1
Résultat exceptionnel	-5,8	-4,7

Le résultat exceptionnel ressort en perte de 5,8 millions d'euros. Il est composé principalement d'une charge pour 9,4 millions d'euros de garantie en lien avec les acquisitions dont 7,0 millions d'euros de versement et 2,4 millions d'euros de risque d'appel complémentaire.

17. CHARGES A PAYER ET PRODUITS A RECEVOIR

<i>(En millions d'euros)</i>	2018	2017
Charges à payer		
Dettes financières		
Autres emprunts obligataires	4,4	13,3
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0,9	0,6
Emprunts et dettes financières autres	-	-
Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18,4	15,5
Dettes fiscales et sociales	15,3	12,5
Dettes diverses		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1,9	0,8
Autres dettes	1,9	0,5

<i>(En millions d'euros)</i>	2018	2017
Produits à recevoir		
Immobilisations financières		
Créances rattachées à des participations	0,7	0,4
Prêts	3,3	1,1
Créances clients et comptes rattachés	8,1	5,2
Autres créances	0,3	0,3
Disponibilités	0,0	0,1

18. VENTILATION DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

<i>(En millions d'euros)</i>	Résultat avant impôts	Impôts	Résultat après impôts
Résultat courant	23,6	2,0	25,6
Résultat exceptionnel	-5,8	-1,3	-7,0
Boni d'intégration fiscale		6,8	6,8
Résultat net	17,9	7,6	25,4

(Impôts sur les bénéfices (charge - / produit +))

19. ENGAGEMENTS HORS BILAN, AUTRES QUE LES INSTRUMENTS FINANCIERS

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2018	31/12/2017
ENGAGEMENTS DONNES		
Garanties de marchés	106,5	113,7
Autres garanties	224,2	218,2
Engagements sur titres	-	-
Total	330,7	332,0
ENGAGEMENTS RECUS		
Engagements sur titres	-	-
Ligne de crédit disponible	825,0	825,0
Total	825,0	825,0

Les garanties de marchés correspondent aux garanties par lesquelles la société garantit, directement ou en contre-garantie, la bonne exécution des contrats de ses filiales.

Le poste « Autres garanties » comprend les garanties émises pour le paiement de loyers, dettes financières, de certaines de ses filiales ou les contre-garanties en faveur des banques dans le cadre de lignes de cautions accordées à ses filiales. A noter que le montant des garanties sur dettes financières (lignes de crédit et découverts bancaires) et sur lignes de garanties bancaires correspond au montant effectivement utilisé à la date de clôture.

Dans le cadre de conventions d'actionnaires, JCDecaux SA peut accorder ou se voir accorder des options d'achat (calls) en cas de non-respect de clauses contractuelles. Dans le cadre des partenariats signés, JCDecaux SA et ses partenaires bénéficient de droits de préemption et parfois de droits d'emption, de droits de suite ou d'entraînement, que JCDecaux SA ne considère pas comme des engagements donnés ou reçus. Par ailleurs, JCDecaux SA ne mentionne pas les engagements soumis à des conditions d'exercice qui limitent leur probabilité d'occurrence.

20. INSTRUMENTS FINANCIERS

JCDecaux SA utilise des instruments financiers à des fins de couverture contre le risque de change.

L'exposition de JCDecaux SA au risque de change provient notamment de l'activité avec ses filiales à l'étranger.

Elle est principalement liée :

- aux opérations financières : refinancement et recyclage de la trésorerie des filiales étrangères, couverts principalement par des swaps de change à court terme,
- aux opérations commerciales.

Au 31 décembre 2018, les opérations contractées par la société sont les suivantes :

<i>(En millions d'euros)</i>	Actifs financiers et commerciaux	Passifs financiers et commerciaux	Actifs – Passifs	Hors Bilan (1)	Différentiel
AED	2,5	34,0	-31,5	31,4	-0,1
AUD	180,6	0,0	180,6	-179,4	1,2
BHD	0,0	5,8	-5,8	5,8	0,0
CNY	3,3	0,1	3,2	-0,5	2,7
DKK	10,8	0,0	10,8	-10,7	0,1
HKD	0,6	22,4	-21,8	22,3	0,5
ILS	41,5	0,0	41,5	-41,2	0,3
JPY	20,1	0,0	20,1	-19,7	0,4
MXN	7,3	0,9	6,4	-5,9	0,5
OMR	0,2	6,0	-5,8	6,0	0,2
PEN	3,3	0,0	3,3	-3,2	0,1
PLN	2,0	0,0	2,0	-1,9	0,1
SAR	0,1	6,1	-6,0	6,1	0,1
USD	20,1	1,3	18,8	-18,7	0,1
ZAR	22,6	4,3	18,3	-17,2	1,1
Autres	3,5	6,6	-3,1	1,4	-1,7
TOTAL	318,5	87,5	231,0	-225,4	5,6

(1) Achats, ventes à terme, swaps de change valorisés au taux de clôture.

Au 31 décembre 2018, la valeur de marché de ces instruments financiers (coût théorique de déboucement) s'élève à 4,2 millions d'euros.

21. RÉMUNERATION DES DIRIGEANTS

Le montant des jetons de présence versés aux membres du Conseil de Surveillance au titre de l'exercice 2018 s'élève à 353 500 euros.

Le montant des rémunérations et avantages dus au titre de l'exercice 2018 aux membres du Directoire s'élève à 3 641 979 euros.

Par ailleurs, en cas de rupture de leur contrat de travail, deux membres du Directoire bénéficient d'une indemnité de non-concurrence susceptible de leur être versée, pendant une durée de deux ans, et correspondant à 33 % de leur salaire fixe et variable calculé sur la moyenne des douze derniers mois précédant la date de cessation des relations contractuelles.

22. EFFECTIFS

La ventilation des effectifs moyens (en équivalent temps plein) par catégorie est la suivante :

Catégorie	2018	2017
Dirigeants	1	1
Cadres	348	323
Agents de maîtrise	94	87
Employés	25	38
Total	468	449

23. OPÉRATIONS RÉALISÉES AVEC DES ENTREPRISES LIÉES

Postes du bilan (en valeur brute)	2018	2017
Immobilisations financières		
Participations	2 770,3	2 770,3
Créances sur participations	1 072,1	516,5
Prêts	322,4	226,8
Dépôts et cautionnements versés	0,0	0,1
Créances		
Créances clients et comptes rattachés	7,9	41,7
Autres créances	164,6	43,9
Charges constatées d'avance	-	-
Dettes		
Emprunts et dettes financières diverses	2 289,7	2 299,5
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16,9	11,4
Autres dettes	1,3	0,7
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
Produits constatés d'avance	-	-
Postes du compte de résultat	2018	2017
Charges d'exploitation	29,9	27,3
Produits d'exploitation	140,5	125,5
Charges financières		
Intérêts et charges assimilées	1,9	2,5
Produits financiers		
Produits de participations	25,8	23,2
Intérêts et Produits assimilés	14,3	11,0
Autres produits financiers	0,0	0,0
Produits exceptionnels		
Produits cession immobilisations	-	-

En plus des sociétés susceptibles d'être consolidées par intégration globale, ont été considérées comme entreprises liées les sociétés consolidées selon la méthode de mise en équivalence des coentreprises dans les comptes du groupe JCDecaux.

Au cours de l'exercice, il n'a été conclu aucune convention avec les parties liées au sens de l'article R 123-198 du Code de Commerce, d'un montant significatif et qui n'aurait pas été conclue aux conditions normales du marché.

24. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

En 2018, les montants des honoraires des commissaires aux comptes sont les suivants :

<i>(en milliers d'euros)</i>	EY	KPMG
Certification des comptes individuels et consolidés et examen limité	393,4	300,6
Services autres que la certification des comptes (1)	120,2	49,7
Total	513,6	350,3

(1) Les services autres que la certification des comptes correspondent principalement à des attestations sur le chiffre d'affaires, l'impôt, le rapport sociétal et environnemental et des due diligences

En 2017, les montants des honoraires des commissaires aux comptes sont les suivants :

<i>(en milliers d'euros)</i>	EY	KPMG
Certification des comptes individuels et consolidés et examen limité	443,9	370,6
Services autres que la certification des comptes (1)	83,2	4,2
Total	527,1	374,8

(1) Les services autres que la certification des comptes correspondent principalement à des attestations sur le chiffre d'affaires, l'impôt, le rapport sociétal et environnemental et des due diligences

25. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLOTURE

Néant.

26. TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31/12/2018

SOCIÉTÉS	Capital en K€	Autres Capitaux Propres (1) en K€	Quote-part du capital en %	Valeur d'inventaire des titres détenus en K€	Prêts et avances consentis par la société et non remboursés en K€	Montant des cautions et avais fournis par la Société en K€	Chiffre d'affaires H.T. de l'exercice 2018 en K€	Bénéfice net (ou perte) de l'exercice 2018 en K€	Dividendes encaissés par la société en 2018 en K€	Nette	
										Brute	
A - FILIALES en France détenues à plus de 50%											
JCDecaux France	7 023	884 124	100	1 304 941			684 426	50 258			
JCDecaux Asie Holding	6 525	208 864	100	54 691			-	30 828			
JCDecaux Amériques Holding	297 000	(68 640)	100	297 000	407 879		-	34 539			
JCDecaux Afrique Holding	50 000	(22 777)	100	50 000	38 090		-	(3 799)			
JCDecaux Europe Holding	581 922	404 894	100	622 224	77 000		-	41 731			
JCDecaux France Holding	31 204	35 620	100	31 769	18 124		-	3 001			
International Bike Technology (non consolidé)	1	1	100	37	0		-	NS			
B - PARTICIPATIONS en France détenues entre 10 et 50%											
METROBUS (comptes sociaux)	1 840	18 512	33	17 886	17 886		177 887	12 000			1 661

(1) Capitaux propres hors capital social et résultat net de l'exercice.

SOCIÉTÉS	Capital en K devisa	Autres Capitaux Propres (1) en K devisa	Quote- part du capital en %	Valeur d'inventaire des titres détenus en K€	Prêts et avances consentis par la société et non remboursés en K€	Montant des cautions et avals fournis par la société en K€	Chiffre d'affaires H.T. de l'exercice 2018 en K€	Bénéfice net (ou perte) de l'exercice 2018 en K€	Dividendes encaissés par la société en 2018 en K€
C - FILIALES à l'étranger détenues à plus de 50%									
JCDecaux Street Furniture Belgium (Belgique)	269 EUR	710 557 EUR	100	355 493	428	54 585	84 385		
JCDecaux Eesti OU (Estonie)	3 EUR	1 060 EUR	100	10 838	1 037	5 932	879	4 000	
JCDecaux Mestsky Mobilair Spol Sro (Rép. Tchèque)	120 000 CZK	(42 899) CZK	96,2	3 092	4 566	9 451	553		
JCDecaux Korea Inc (Corée du Sud)	1 000 000 KRW	9 458 326 KRW	50	1 424		12 621	1 669	496	
AFA JCDecaux A/S (Danemark)	7 200 DKK	84 887 DKK	50	2 209	10 632	27 663	2 725		
JCDecaux UZ (Ouzbékistan)	3 511 652 UZS	4 228 274 UZS	65,52	1 197		399	86	77	
JCDecaux Israel Ltd (Israël)	109 ILS	(97 290) ILS	92	19	40 980	11 124	(729)		
JCDecaux Small Cells	NS EUR	(4 942) EUR	70	NS	3 730	116	(540)		
VIOOH Limited	NS GBP	(1 358) EUR	93,5	NS	17 017	-248	2 010		
JCDecaux Monaco (non consolidé)	15 EUR	(85) EUR	70	11		33	(15)		
D - PARTICIPATIONS à l'étranger détenues entre 10 et 50%									
APG/ SGA SA (Suisse)	7 800 CHF	75 983 CHF	30	133 084		42 169	37 546	18 556	
IGPDecaux SpA (Italie)	11 086 EUR	55 811 EUR	20,48	34 861		124 424	5 538	922	
E - Autres PARTICIPATIONS à l'étranger détenues à moins de 10% mais dont la valeur brute excède 1% du capital de la société									
JCDecaux Artvertising Belgium (Belgique)	1 735 EUR	357 EUR	9,29	274		60	21		
JCDecaux Portugal Mobilario Urbano Lda (Portugal)	1 247 EUR	4 135 EUR	1	253		29 941	7 369	78	

(1) Capitaux propres hors capital social et résultat net de l'exercice.